



bruecht ginn. Wëllen awer alles drusetzen, fir eng Verlängerung vu Cattenom iwwert dee vir-gesinnenen Zäitraum vun 30 Joer, deen am Ufank gesot ginn ass, ze akzeptéieren.

Awer wëllen net nëmme Cattenom hei an dat abezéien, mä och sämtlech Atomreakteren an der Groussregioun. Ech mengen, och Chooz, Fessenheim, Tihange sinn an därselwechter Kategorie anzestufen. Och wa se net vläicht direkt virun eiser Hausdier sinn, och wann do e gréis-sert Accident geschitt, si mer an därselwechter Situation wéi dat de Fall wäert si bei Cattenom.

Wéi gesot, dës Motioun gëtt ënnerstëtzt vu sämtleche Parteien, déi hei an der Chamber representéiert sinn. An ech ginn dat dann of an Ärem Numm un de President.

Merci.

Motion

relative aux tests de résistance menés sur la Centrale nucléaire de Cattenom

La Chambre des Députés,

- rappelant que la Centrale nucléaire de Cattenom constitue, en cas d'accident, une menace sérieuse pour la sécurité des habitants des régions limi-trophes et particulièrement pour ceux qui se si-tuent dans un périmètre d'évacuation de 30 kilo-mètres, zone qui englobe tout le sud du pays et même Luxembourg-Ville;

- considérant qu'un accident grave à Cattenom ou dans une autre centrale nucléaire de la Grande Région pourrait mettre en péril l'existence de notre pays;

- ayant demandé, par le vote des motions du 7 avril 2011, au Gouvernement à intervenir auprès de leurs homologues français et des autres autori-tés concernées afin de faire opposition à toute prolongation de l'autorisation d'exploitation de la Centrale nucléaire de Cattenom, voire d'exiger l'arrêt immédiat des quatre réacteurs de Catte-nom;

- rappelant la recommandation du Conseil Parle-mentaire Interrégional de la Grande Région, votée à l'unanimité le 10 juin 2011 à Metz;

- vu la réunion jointe du 19 janvier 2012 de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police et de la Commission du Développement durable;

- constatant que l'expert indépendant Dieter Ma-jer, engagé par les gouvernements du Luxem-bourg, de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat, a présenté un bilan inquiétant de la sécurité de la Centrale nucléaire de Cattenom lors de la réunion jointe susmentionnée;

- constatant que nos craintes relatives à la sécu-rité de l'énergie nucléaire sont confirmées par les résultats intermédiaires des tests de résistance européens et les rapports d'EDF, exploitant de la centrale de Cattenom, et de l'autorité de surveil-lance française;

- estimant que les défaillances techniques nota-bles révélées par le rapport intermédiaire et tou-chant notamment l'alimentation électrique de se-cours, l'alimentation en eau de refroidissement, la résistance contre les tremblements de terre et les crashes d'avion ainsi que l'absence d'une étude probabilistique de sûreté concernant la fusion du cœur du réacteur, diminuent considérablement la

confiance des politiques et des populations de la Grande Région dans la sécurité de la Centrale nu-cléaire de Cattenom;

- exigeant que les défaillances inquiétantes constatées soient réparées sans délai, à défaut d'un arrêt immédiat de la centrale;

- estimant que pour permettre la transparence et la confiance mutuelle au sein de la Grande Ré-gion, il faudrait une information et une participa-tion plus exhaustives des pays limitrophes dans la mise en œuvre des tests de résistance, de leurs ré-sultats et des mesures qui en découlent, ainsi que pour le suivi normal des centrales concernées;

- proposant dans ce contexte d'augmenter par exemple le statut des observateurs autorisés, voire de permettre à une commission indépendante de procéder à l'inspection des centrales nucléaires de la Grande Région;

- convaincue que face à ces résultats aucune alternative à la sortie du nucléaire n'est envisa-geable et que toute prolongation de la durée d'ex-ploitation de la Centrale nucléaire de Cattenom au-delà de 30 ans est irresponsable;

- invitant les assemblées parlementaires, y inclus le Conseil Parlementaire Interrégional, de même que les exécutifs de la Grande Région à discuter dans le cadre le plus large possible et notamment par le biais de manifestations publiques, les résul-tats des tests de résistance, ainsi que les expertises supplémentaires éventuelles;

demande au Gouvernement

- de rappeler au Gouvernement français que le Luxembourg s'oppose à toute prolongation de l'autorisation d'exploitation de la Centrale nu-cléaire de Cattenom, indépendamment des tra-

vaux de réfection qui découleront du résultat final des tests de résistance prévue pour la fin d'avril 2012;

- d'insister auprès de leurs homologues français pour que les défaillances graves révélées lors de l'inspection officielle d'août 2011 à Cattenom de même que toutes les autres défaillances révélées par le test de résistance soient réparées sans dé-lai, à défaut d'un arrêt immédiat de la centrale;

- d'inviter leurs homologues des exécutifs de la Grande Région à présenter et à discuter no-tamment par le biais de manifestations publiques les résultats des tests de résistance, les expertises supplémentaires éventuelles et la voie à suivre pour aboutir à une fermeture définitive des Cen-trales nucléaires de Cattenom (F), de Chooz (F), de Fessenheim (F) et de Tihange (B) et la sortie du nucléaire de toute la Grande Région.

(s.) Henri Kox, Eugène Berger, Félix Eischen, Gast Gibéryen, Roger Negri, Serge Urbany.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kox. Vu datt déi Motioun vun alle Fraktiounen a Sensi-bilitéite gedroe gëtt, mengen ech, kann ech déi direkt zum Vote à main levée stellen.

Vote sur la motion

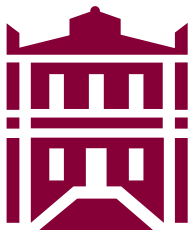
Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat ass d'Unanimitéit vun dësem Haus. Do-madder wär déi Motioun ugeholl.

An domadder si mer nun awer wierklech um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Äuer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 16.48 heures)



Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

- 6286 - Projet de loi modifiant la loi du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie
  - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6332 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Tunisienne, signée à Tunis, le 30 novembre 2010
  - Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Débat d'orientation sur le rapport relatif à l'application de la loi du 16 mars 2009 rela-tive aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie, portant sur les années 2009 et 2010
  - Exposé: Mme Lydia Mutsch
  - Débat: Mme Marie-Josée Frank (dépôt d'une motion), M. Carlo Wagner, Mme Josée Lorsché, M. Jean Colombara
  - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration
  - Vote sur la motion 1 (adoptée)
- 6338 - Projet de loi relative à la récidive internationale et portant modification
  - de l'article 372 du Code pénal; et
  - de l'article 34 de la loi du 6 octobre 2009 renforçant le droit des victimes d'infrac-tions pénales et portant modification
  - du Code d'instruction criminelle,
  - du Code pénal,
  - de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse,
  - de la loi modifiée du 16 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté,
  - de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse
  - Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth
  - Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes
  - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Une voix.**- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Eisen éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Mëtteg ass de Pro-jet de loi 6286 iwwert d'Formation continue vun de Berufsschaufferen. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech ageschriwwen just den Här Diederich. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

1. 6286 - Projet de loi modifiant la loi du 5 juin 2009 relative à la quali-fication initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux trans-ports de marchandises ou de voya-geurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équili-bre régional de l'économie

Rapport de la Commission du Dévelop-pement durable

► **M. Marc Spautz (CSV), rapporteur.**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen haut iwwert de Projet 6286, wou mer eng Modifikatioun maache vum Gesetz vum 5. Juni 2009 iwwert d'Qualifikatioun an d'Formation continue vun de Berufsschauffe-ren. Den Dépôt vum Gesetz geet op de 24. Mee 2011 zrëck. De Conseil d'État huet de 5. Juli 2011 en éischten Avis ofginn. D'Chambre de Commerce huet Positioun dozou bezunn den 29. Juli 2011.

Den 20. Juni hat d'Commission mech zum Rapporteur genannt. Den 19. Juli hu mer eng Keier d'Analys vum Text gemaach. An do hu mer och Amendementer gemaach, wou mer vum Statsrot en Avis supplémentaire kritt hu vum 16. Dezember. Den 11. Januar 2012 hu mer d'Analys gemaach an der Kommissioun, an den 18. Januar 2012 ass de Rapport an der Kommissioun unanime ugeholl ginn.

Dat Gesetz redresséiert verschidden textuell Problemer, déi am Gesetz vum 5. Juni 2009 ge-schitt sinn. Doriwwer eraus schaaft dëst Gesetz eng legal Basis fir de Finanzement vun de Formatiounen an et mécht eng Ännerung vun der Direktiv 2003, wou drastoung, dass no siwe Joer déi Formatiounen alleguernte misste ge-maach ginn, an dat géife mer awer elo, zäitlech gesinn, net méi packen. An et mécht eng Recti-ficatioun vu Kadasternummere betreffend d'Planung an de Bau vum Centre de formation fir Chaufferen zu Suessem.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis ënnerstrach, dass hei a Lëtzebuerg ronn 11.000 Leit dovu concernéiert sinn: 8.000 Berufsschauf-feren an nach eng Keier 3.000 Chauffere beim Bus, wat domadder also beweist, dass vill Leit ënnert dës Bestëmmunge falen. Och huet d'Chambre de Commerce ënnerstrach, dass se elo frou wier, dass mer elo bei dëser Rectifica-tioun hire Reklamatioune beim initiale Projet géife recht ginn, a si wiere frou, dass do ver-schidde Saache géife redresséiert ginn.

De Conseil d'État hat an deem éischte Projet eng Opposition formelle gemaach, wou et och erëm eng Keier gaangen ass em de Libellé an och erëm eng Keier weinst der Hiérarchie des normes, wou mer jo öfter Problemer hunn an eiser Vue respektiv där vum Conseil d'État. An et ass och dorëm gaangen, wéi et ass mat der Assurance qualité, wéi et ass mam Agrément; ob een dee fënnef Joer huet, oder wéini een den Agrément kann ewechgeholl kréien, an ob et méiglech ass, dass just Enseignanten do géife vun deene Mesurë profitéieren oder och Ins-trukteren.

Déi Saachen hu mer alleguernte mat den Amen-dementë riichtgebéit. Domadder war och de Projet esou an der Rei. D'Gesetz gesäit och elo vir, dass sämtlech Chauffere bis den 10. Sep-tember 2016 musse bei där Formatioun duerch sinn. An dat ass déi Geschicht vun 2003 mat der Direktiv vu siwe Joer. Dat hätt mer am anere Fall och iwwerhaupt net gepackt, sou dass mer elo do déi Verlängerung hu bis 2016.

Gläichzäiteg gëtt dann ee Redressement ge-maach, wou d'Kadasternummere gewiesselt gi sinn, fir dass mer dann zu Suessem kënnen endlech deen neie Centre de formation bauen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wier frou, wann déi ganz Chamber deem Projet géif d'Zoustëm-mung ginn.

Merci.





► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Rapporteur Merci. An der Zwëschenzäit hu mer keen ageschriwwene Riedner méi. Ech ginn dovun aus, datt d'Regierung och näischt méi der-bäizefügen huet, sou datt d'Diskussioun ofgeschloss ass a mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet kommen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6286 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet ass ugehall mat 56 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Marcel Oberweis), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, M. Roger Negri et Mme Vera Spautz;*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;*

*MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen (M. Jean Colombero), Jacques-Yves Henckes (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6332, en Ofkommes mat Tunesien iwwert d'Sécurité sociale. Hei ass d'Riedezäit och nom Basismodell festgeluecht. Et ass bis elo kee Riedner ageschriwwen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

## 2. 6332 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Tunisienne, signée à Tunis, le 30 novembre 2010

**Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale**

► **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP), rapportrice.- Merci fir d'Wuert, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kollegen, wéi de President scho ganz richtig sot, kéime mer zum Projet de convention an der Matière vun der Sécurité sociale mat der Republik Tunesien.

De Projet gouf vun eisem Ausseminister, dem Här Jean Asselborn, de 16. September dat lescht Joer déposéiert. An der Réunion vum 20. Oktober d'lescht Joer huet d'Gesondheetskommisioun mech als Rapportrice du fir dese Projet bestëmmt. De Statrsot huet säin Avis ofginn den 22. November vum leschte Joer, a mir hunn dann an eiser Réunion vum 1. Dezember dee gekuckt an eiser Sitzung. Am Januar ass du mäi Rapport unanime ugehall ginn.

Wat ass den Objet vun dësem Projet de loi, dee wéi gesot eng Konventioun an der Matière vun der Sécurité sociale ass, déi Lëtzebuerg mat der Republik Tunesien ofschléisst? Ma, dës Konventioun garantéiert all d'Rechter am Beräich vun der sozialer Sécherheet fir all Persounen, déi souwuel successiv wéi alternativ deem engen oder deem anere Regime vun deenen zwee Staten ennerleien.

E suivéiert am Generellen eigentlech déi Konventiounen, déi mer ëmmer maachen. Dat heescht bilateral Konventiounen, déi ofgeschloss ginn tëschent Lëtzebuerg an deenen eenzelne Staten also.

D'Applikatioun vun där Konventioun geet op déi eenzel Beräicher vun der Sécurité sociale an. Et sinn d'Assurance maladie, Accident de travail, d'Pension de vieillesse, d'Invalidité de survie, de Chômage an d'Prestations familiales. Dës Kéier, an dat ass eréischt fir d'Zweet an

enger Konventioun, do fält dann och d'Dépendance drënner.

Normalerweis si vun esou Konventiounen all Leit mat kenger Distinction vun der Nationalitéit betraff. Dëst wollten awer d'Tunesier net. Eist Land mécht dat elo awer, well mir mussen eis un d'Jurisprudence an der Affär Gottardo vun der Europäescher Cour de justice halen. An duerfir hänke mir - also Lëtzebuerg - eng Deklaratioun un déi Konventioun, wou mer dëst erklären, fir datt mir zumindest eisen europäesche Verflichtung gerecht ginn.

E puer weider Infoe sinn, datt d'Salariëe vun enger Transportgesellschaft där Législatioun ennerleien, wou d'Firma hire Sëtz huet. Wat den Détachement ubelaangt, sou gesäit d'Konventioun vir, datt während zwielef Méint den Travailleur kann détachéiert ginn a weider där Législatioun ennerläit, wou en normalerweis géif schaffen an drënner falen, an dës Period kéint verlängert ginn, wa speziell Gegebenheeten dat verlaangen. Och fir d'Diplomaten ass e spezielle Regime virgesinn.

Vläicht e puer Infoen zu deem Land, mat där mer dës Konventioun ofschléissen, dat jo e gudder Krack méi grouss ass wéi eist. An zwar huet Tunesien méi wéi zéng Milliounen Awunner. Et war bis zu senger Onofhängegkeet 1956 enner franséischem Protektorat. Déi éischt fräi Wahlen hunn eréischt rezent stattfonnt, nämlech den 23. Oktober vum leschte Joer.

Ech kommen dann awer direkt erëm zrëck op den eigentlechen Objet vum Projet de loi an och dem Statsrot sengem Avis dozou. Dee war unanime d'accord. En hat also keng Objektiven zum Projet de loi ze formuléieren. D'Kommissioun huet wéi gesot den Avis och vum Conseil d'État gekuckt, huet iwwert de Rapport diskutéiert an huet dann och mäi schrëftleche Rapport unanime akzeptéiert.

Deemno géif ech dann och elo d'Plénière bidden, dat ze maachen, dës Projet also unanime ze stëmmen. Fir d'LSAP ginn ech op alle Fall meng Zoustëmmung an ech soen lech Här Minister, Här President, léif Kolleeginnen a Kollegen, deemno och Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.** - Merci der Rapportrice. Ech mengen, da wär alles zu deem Projet gesot an d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6332 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugehall mat 58 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Christine Doerner), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;*

*MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo op eisen nächste Punkt vum Ordre du jour, nämlech eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Soins palliatifs. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Frank, den Här Wagner, d'Madame Lorsché an den Här Colombero. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Lydia Mutsch als Presidentin vun der Santéskommissioun. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.



## 3. Débat d'orientation sur le rapport relatif à l'application de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie, portant sur les années 2009 et 2010

**Exposé**

► **Mme Lydia Mutsch** (LSAP).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, beim Vote vun de Gesetzer iwwert d'Euthanasie an d'Soins palliatifs den 18. Dezember 2008 - also eppes méi wéi virun dräi Joer - huet d'Chamber an enger Motioun décidéiert, fir all zwee Joer net nëmmen en Débat iwwert d'Applikatioun vum Euthanasiegesetz ze féieren, mä och een iwwert d'Soins palliatifs.

Nodeems mer eis de leschte Summer, dat war den 9. Juni 2011, mam éischte Rapport vun der Commission nationale de contrôle et d'évaluation iwwert d'Applikatioun vum Gesetz iwwert d'Euthanasie beschäftigt hunn, ass et haut un de Soins palliatifs. Domadder stelle mer e gewëssene Parallelismus hier tëschent deenen zwee Gesetzer, wat och nach eemol ennersträiche soll, dass déi zwee Gesetzer an déi zwee Beräicher - dee vun der Palliativmedezin an dee vun der Stierfhëllef - komplementär sinn oder op d'mannst esou geduecht waren.

Erlaabt mer, fir d'Éischt kuerz op de Rapport iwwert d'Soins palliatifs anzugeen. E Rapport, dee wéi gesot all zwee Joer vun elo u soll de Point maachen iwwert d'Entwécklung vun deene Soinen am Beräich vum Secteur hospitalier an och am Beräich vum Extrahospitalier. E weidere Punkt geet ëm d'Besoins quantitatifs a qualitatifs couverts an à couvrir. An e leschte Punkt dréit ëm d'Formationen respektiv Formation continue am Beräich vun de Soins palliatifs.

Nieft dem Gesetz vum 16. Mäerz 2009 iwwert d'Soins palliatifs gëtt et nach eng Rei aner Texter, déi d'Palliativfleeg hei zu Lëtzebuerg reglementéieren: d'Spidolsgesetz vum 1998 an och dräi Règlement-grand-ducalen. De Lëtzebuerger Modell vun der Palliativmedezin - well ech mengen, et kann ee wirklech vun engem Modell, vun engem beispillhafte Modell schwätzen - fousst um Recht fir jiddwereen op palliativ Soinen, an dat souwuel am Secteur hospitalier wéi och extrahospitalier, an den Alters- a Fleegeheemer an iwwert d'Soins à domicile och doheem. Déi finanziell Ofsécherung ass garantéiert iwwert d'Gesondheetskeess an d'Assurance dépendance.

Den Accès zu de Soins palliatifs ass geregelt duerch eng bestëmmte Prozedur, bei där den Dokter e spezielle Formulaire ausfüllt, deen de Patient oder säi Représentant légal ennerschreift. Dës Deklaratioun geet dann un de Contrôle médical, deen d'Demande da fir 35 Deeg validéiert. Deen Délai kann, an dat ass och richtig esou, awer verlängert ginn. Den Dokter kritt dann de Bescheid zesumme mam Carnet de soins zougestallt. Mä dozou kommen ech nach méi spéit.

D'Gesondheetskeess iwwerhëlt d'Käschte fir d'Soins palliatifs. Am Spidolsberäich schwätze mer an deem Zusammenhang vun enger Journée hospitalière soins palliatifs, déi e bësse méi héich ugesat ass wéi eng normal Journée hospitalière. Ausserhalb vum Spidol ginn d'Akten och vun der Gesondheetskeess iwwerholl an dat an der Héicht vun deem, wat een als Patient vun der Fleegeversécherung zegutt hätt. Doriwwer eraus kréien d'Prestataire am Extrahospitalier, déi eng Konventioun mam Familljeminière hunn, nach eemol 150 Euro pro Patient a pro Dag fir Akten, déi net iwwert d'Gesondheetskeess rembourséiert ginn, erëm. Dat si virun allem Akten an de Soinen, déi d'Wuelbefannen an d'Liewensqualitéit vun de Patiente solle verbessern.

An deem Zusammenhang stellt sech iwwregens d'Fro, ob esou Akten dann net am Spidol och regulär missten dozougehéieren, well se nämlech wichteg sinn. An och dorunner direkt drugehaangen d'Fro, wéi se dann an deem Fall kéinte finanziéiert ginn.

D'Soins palliatifs sinn an de Spideeler uechtert d'Land no ganz verschiddene Modeller organiséiert. Et gëtt Spideeler mat ganz spezifischen Unitéite fir d'Soins palliatifs. Et gëtt och Spideeler, déi intern mobil Équipen hunn, déi an déi aner Unitéite ginn, fir do dann d'Soins palliatifs ze assuréieren. An et gëtt och Spideeler, déi e bëssen e Mix vun deenen zwee Modeller bei sech applizéieren. Den eelste Service palliatif fonctionnéiert zënter 18 Joer am CHEM, wou eng Equipe vu 15 Persounen - wouvun der sechs vun Ufank un, also vum 1994 un, derbäi sinn - all Joer am Duerchschnëtt 100 Mënschen an hirem leschte Liewensofschnëtt begleet. Et ass eng ganzheetlech Approche, déi si leet. Dat heescht, de Mënsch soll a senger Ganzheet betreucht a begleet ginn.

D'Palliativbetreung gëtt ëmmer méi komplex. Zum Beispill hëlt de Volet neurologique ëmmer méi zou an deene Krankheetsfäll, déi mussen traitéiert ginn. Och d'Schoulmedezin kann a soll mat alternativ medezinesche Konzepter kënne kombinéiert ginn. Zum Beispill bei der Schmäerztherapie. An dat geschitt och schonn a ganz verschiddene Fäll.

D'Aarbecht an der Palliativbetreung kann een am Fong an dräi Beräicher ennerglidderen: éischstens, d'psychologesch Prise en charge; zweetens, d'Symptomkontroll; an drëttens een enorm wichtige Beräich, nämlech de soziale Volet fir d'Patienten an och hir Familljen. Well et sinn net nëmmen d'Patienten, déi betreit ginn, mä ausdrécklech och hir Familljemembere, hiren direkten Entourage.

All Patient huet Urecht op déiselwecht Fleg, och a virun allem um Enn vum Liewen. Kee gëtt och zu eppes gezwongen, wéi och ëmmer ee sech décidéiert, fir dee Moment de Choix ze huelen. De Patient an/oder seng Famill muss säin Accord per Signature ginn. Dacks ass et awer e Problem mat där Signature, well vill Leit enner esou enger Signature praktesch verstinn, wéi wa se misste mat hirer Ennerschrëft hiert eegent Doudesuerteel ennerzeechnen, obwuel et natierlech drëm geet, fir si an dës schwéierste Momenter vun hirem Liewe professionell ze begleeten.

Hei hëlleft nëmmen eng transparent Informationspolitik ouni Tabuen, ouni Verstoppen an ouni Flouen. Well all Flouen droen dozou bäi, dass an der Praxis déi betraffe Leit net richtig wëssen, wat se sollen denken a wat se solle wëllen.

Op deen éischte Bléck schéngen déi verschidde Systemer am Land Vir- an Nodeeler ze hunn. Et muss ee sécher och respektéieren, dass all Spidol säin eegene System am Laf vun de Joren opgrond vu senge Besoinen a senge Méiglechkeeten entsprechend opgebaut a virun allem weiterentwéckelt huet. Dee Spillraum muss och weiderhi bestoe bleiven.

Iwwer kuerz oder laang ass et awer interessant, fir déi verschidde Systemer méi genee ënnert d'Lupp ze huelen, ze analyséieren an och ze evaluéieren. Enner anerem, well déi duerchschnëttlech Dauer vum Openthalt an de spezifische Soins-palliatifs-Unitéiten tendenziell méi héich op där enger oder op där anerer Plaz ass, obwuel jo awer ähnlech Patienten op deenen engen an op deenen anere Plazen op d'Servicer zréckgräifen. An de Spideeler mat den Equipes mobiles ass déi Dauer tendenziell méi niddreg.

Duerfir kann et eng ganz Rei vu Grënn ginn. Zum engen, dass et ëmmer e gewëssenen Drock gëtt, fir normal Spidolsbetter fräizemachen, och wann een um Terrain eng enorm Sensibilitéit vun alle Betreffene feststellt. Oder zum aneren, dass et vläicht méi interessant ass, fir d'Better an deene spezifische Palliativstationen, wa se schonn do sinn, dann och optimal ze notzen an de Patienten zur Verfügung ze stellen.

Wat um Enn fir de Patient natierlech besser ass, dat ass sécher net esou einfach ze soen. Duerfir brauch een eng déif gräifend Analys, a vill Parametere si mat Sécherheet och vu Patient zu Patient verschidden. Hei ass zum Beispill ee vun deene Beräicher, wou et immens interessant wier, fir mat Best-Practice-Beispiller ennerenee kënne ze operéieren an ze evaluéieren.

Et ass och esou, dass net nëmmen d'Organisation an de Modell vu Spidol zu Spidol verschidde sinn. Et bestinn och zum Deel ganz grouss Ennerscheeder um Niveau vun de Moyenen. Do kann ee sech dann d'Fro stellen, ob et net sënnavoll wier, fir opgrond vun der viru genannter Evaluatioun Normen auszeschaffen, wat iwwregens och am Spidolsgesetz virgesinn ass an net nëmme fir d'Palliativfleeg. Dat schéngt mer e ganz wichtege an interessante Wee ze sinn. Hei kéint et sënnavoll sinn, fir ze kucken, wéi de Personalschlëssel am Beräich vun der Palliativfleeg ausgesäit a misst ausgesinn oder eventuell adaptéiert ginn.

Mir wëssen, dass grad déi Patienten, déi an der leschter Phas vun hirem Liewen ukomm sinn, an hiren Entourage, dee se dobäi begleet, ganz, ganz vill Opmierksamkeet brauchen, dass Patientente vill an intensiv Soin brauchen an dass dës komplett Prise en charge och eng ganz, ganz schwéier an opreiwend Aarbecht fir d'Personal duerstelt.

Nieft deem qualitativen Aspekt misst een och ennersichen, wéi et ëm déi quantitativ Offer am Beräich Palliativmedezin steet. Ass se héich genuch? Entsprécht se de wirkleche Besoinen? Kritt all Mënsch, deen et bräicht, och tatsächlech Palliativfleeg an deem Sënn, wéi mir